

Berta Cáceres, « la petite gardienne des rivières »

Ismael Moreno Coto, s.j.

Number 785, July–August 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/82594ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Moreno Coto, I. (2016). Berta Cáceres, « la petite gardienne des rivières ». *Relations*, (785), 39–40.

Berta Cáceres, « la petite gardienne des rivières »

Ismael Moreno Coto, s.j.*

L'auteur, jésuite hondurien, directeur de Radio Progreso et du centre jésuite Réflexion, recherche et communication (ERIC), était un grand ami de Berta Cáceres

Menacée depuis déjà longtemps, Berta Cáceres a été assassinée le 2 mars 2016, chez elle. Plus que quiconque, elle représentait les intérêts de la nation hondurienne, vus à partir des plus pauvres. Elle était une femme insoumise. C'est la raison pour laquelle elle fut exécutée. On savait qu'on ne pouvait pas la corrompre. Elle était engagée depuis des années dans la lutte pour la protection de l'environnement et pour la défense des droits des populations indigènes au sein du Conseil civique des organisations populaires du Honduras (COPINH) – dont elle était cofondatrice. Le 20 avril 2015, elle avait reçu le prestigieux prix Goldman pour l'environnement, aux États-Unis. Nous pensions alors ingénument – peut-être pour nous convaincre que les puissants et les rapaces de ce pays ne pouvaient pas se permettre de tout faire – que cette reconnaissance internationale lui assurerait la vie sauve.

L'assassinat d'une femme d'une telle notoriété met à nu la vulnérabilité des personnes et des organisations populaires qui luttent pour la défense des droits humains et des ressources naturelles au Honduras. Ainsi va notre vie, entachée de sang, de violence et de menaces de mort.

Il est à craindre que le crime restera impuni. Le pouvoir établi et les forces occultes du pays en ont décidé ainsi. Ils n'ont pas d'autre choix. Ils ne peuvent se permettre d'être éclaboussés par ce crime qui a une résonance internationale qu'ils ne prévoyaient

pas. Il faudra cependant que leur stratégie d'impunité redouble d'astuce pour contenter la communauté internationale et faire en sorte que l'enquête révèle suffisamment d'« éléments de preuve » salissant cette femme qui a été baptisée par son peuple « la petite gardienne des rivières ».

Ce que le pouvoir médiatique entre les mains de l'oligarchie a d'abord cherché à faire croire, c'est qu'il s'agirait d'un crime passionnel, impliquant deux leaders du COPINH, en butte à des luttes intestines. C'est de toute évidence ce que les auteurs du crime cherchaient à laisser croire pour faire d'une pierre deux coups : se débarrasser d'une figure encombrante et porter un dur coup à la structure de l'organisation que Berta avait fondée. Seulement, c'était sans compter la présence d'un témoin inattendu. En effet, Berta, au moment de sa mort, hébergeait chez elle Gustavo Castro, un militant écologiste mexicain, spécialiste en énergies alternatives, pour qui elle avait organisé une tournée à travers le pays avec la même fougue que celle qu'on lui connaissait pour sauver notre « maison commune », la Terre. Les assassins ne l'avaient pas prévu. Ce témoin gênant contrarie le plan original en remettant en question la trame du mobile qu'on aurait voulu officiel.

En attendant d'établir une nouvelle stratégie, le ministère public de la Justice a imposé à l'enquête le sceau de la confidentialité.

Les pouvoirs en place, en effet, ne peuvent tenir compte de ce qui relève de l'évidence. Depuis trois ans, Berta Cáceres recevait des menaces de la part de l'entreprise Desarrollo Energético S.A. (DESA) qui cherchait à criminaliser sa lutte contre le projet de barrage « Agua Zarca ». Ce projet en territoire lenca, dans le nord-ouest du pays, « privatise » une partie de ces terres et



L'auteur et Berta Cáceres, 2013.
Photo: Lucy Josselyn Edwards

menace la Gualcarque, une rivière sacrée pour les Lencas et essentielle à la préservation de leur mode de vie. Cette lutte opiniâtre a réussi jusqu'à présent à l'empêcher. Si les autorités prenaient en compte cette piste, il faudrait qu'ils ressortent les contrats, les octrois, les décrets et les lois dénoncés par Berta, au bas desquels on retrouve les signatures de dirigeants d'entreprises privées et de personnes parmi les plus puissantes du pays, en lien avec des transnationales. Il faudrait qu'ils analysent la légalité de ce projet et des projets extractivistes dans diverses régions du Honduras, qu'elle dénonçait aussi comme étant dévastateurs. Suivre cette piste révélerait la corruption et la cupidité de ces promoteurs du modèle néolibéral.

Berta était le témoin de la dignité de la femme et de celles qui luttent pour la vie, les peuples autochtones et l'environnement.

Cette piste relierait aussi inévitablement l'assassinat à des hauts responsables des autorités politiques locales et départementales, impliqués dans les projets d'exploitation des ressources naturelles. Or, personne actuellement au gouvernement n'est disposé à courir le risque de mettre en danger les intérêts et privilèges en jeu.

Certes, deux mois après le crime, coup d'éclat : sur la base de preuves solides, cinq personnes ont été arrêtées et accusées d'avoir planifié et perpétré le meurtre de Berta Cáceres. Cela ne signifie pas pour autant la fin de l'impunité. Les cinq accusés sont un dirigeant de DESA ; un haut officier de l'armée, instructeur de la Police militaire de l'ordre public chargée de lutter contre le crime organisé ; un autre officier à la retraite et deux hommes de main. Une somme de 50 000 dollars aurait été versée pour commettre ce crime. L'arrestation répond aux pressions du gouvernement des États-Unis qui réclamait des signes concrets de lutte contre l'impunité afin de redorer l'image du gouvernement de Juan Orlando Hernández qu'il soutient. S'il est soucieux de contenter ses précieux alliés, celui-ci n'est aucunement intéressé à remonter jusqu'aux commanditaires véritables du crime. Il y aura donc procès et probablement condamnation, mais pour ces derniers, l'impunité continuera de régner.

Ceux qui ont planifié l'assassinat de Berta Cáceres voulaient éliminer une personne qu'ils savaient incorruptible. Par contre, ils n'avaient pas prévu la répercussion de ce crime à l'échelle mondiale. Ils pensaient que le silence des médias nationaux imposé à tout ce qui concernait Berta suffirait. Le contrôle médiatique au Honduras est si grand qu'aucun journaliste des médias nationaux, par exemple, n'avait daigné couvrir la remise du prix Goldman à une Hondurienne, l'an dernier, une nouvelle pourtant digne d'intérêt. Aucun de ces médias n'avait fait mention non plus, en octobre 2014, de la rencontre du pape François avec 200 représentants des mouvements populaires, venus du monde entier et dont Berta avait été la porte-parole. Pour le pouvoir, elle n'était qu'un obstacle à écarter.

Elle qui était la personne toute désignée pour faire partie du « grand dialogue » convoqué en 2015 par le président Juan Orlando Hernández – pour apaiser la grogne populaire exigeant sa démission ainsi qu'une enquête et un procès pour les responsables du pillage de fonds publics – n'y a jamais été invitée.

Berta Cáceres n'était pas seulement une femme gênante pour les différents gouvernements et les grandes entreprises privées, nationales et internationales, en raison de sa lutte contre l'exploitation et la dilapidation des biens communs naturels et de sa défense des territoires et des communautés indigènes. Elle était gênante pour les hommes parce qu'elle remettait en cause le pouvoir patriarcal. Gênante aussi pour la hiérarchie catholique. Très respectueuse de la foi et de la religiosité populaires, jamais elle n'a accepté, par contre, le silence de la hiérarchie de l'Église devant tant d'injustices.

Berta était le témoin de la dignité de la femme et de celles qui luttent pour la vie, les peuples autochtones et l'environnement. Une dirigeante exemplaire. Ses paroles en faveur de la défense de la Terre-Mère agressée par les êtres humains bouleversent encore nos vies : « Réveille-toi humanité. Il n'y a plus de temps à perdre. »

Seule la pression populaire, alliée étroitement à la solidarité internationale, pourra faire échec à l'impunité. 🌍

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet



Pauvreté. Injustice. Exploitation.

Quelle est la solution?

**mondialiser
l'égalité**  **Inter
Pares**
www.interpares.ca/fr